

Environnement | Transition écologique: "que chacun soit acteur", le souhait d'Emmanuel Macron à Pau



Après une première journée paloise dédiée à la question du terrorisme au Sahel dans le cadre du G5 et l'annonce du renforcement de la présence française sur place, le Président de la République, Emmanuel Macron, a consacré la matinée de ce mardi 14 janvier à une table ronde sur le thème de la transition écologique. Au Palais Beaumont, et en présence d'environ 400 acteurs locaux, ont ainsi été mises à l'honneur plusieurs initiatives et actions portées par les acteurs du territoire dans le cadre du Contrat de Transition Ecologique de Pau Béarn Pyrénées, signé ce jour même avec l'Etat. L'occasion pour le Président de la République de défendre en matière d'écologie, « une voie médiane » ne cédant « ni au catastrophisme, ni à l'immobilisme », avant de découvrir, sur le même thème, le bus à hydrogène de la ville de Pau.

Présente au côté d'Emmanuel Macron, c'est Emmanuelle Wargon, secrétaire d'Etat auprès de la Ministre de l'environnement et de la transition énergétique qui a ouvert la rencontre de ce mardi matin, par un bref rappel du dispositif des Contrats de Transition Ecologique. « Au niveau national c'est 80 territoires qui sont engagés dans une démarche de contrat de transition écologique. C'est 12 millions de français, c'est 1,2 milliards d'euros d'investissements écologiques concrets qui couvrent les énergies durables, l'agriculture et les circuits courts, les mobilités, l'écologie industrielle... Et qui montrent que développement économique et écologique c'est possible ».

Des actions opérationnelles menées par des acteurs locaux

Concrètement, la signature d'un CTE par l'Etat permet, sur un territoire donné, l'accompagnement par l'Etat, en ingénierie et en financements, des actions de transitions écologiques identifiées dans le contrat. Des actions déjà opérationnelles initiées et menées par les acteurs locaux partenaires (entreprises, collectivités, associations, chambres consulaires...).

Au sein du contrat de transition écologique de l'agglomération paloise ([lancé en septembre dernier](#)), 15 actions ont ainsi été identifiées, répondant à 4 grandes orientations. D'abord, le développement de l'électricité verte, via par exemple le projet d'installation de centrales photovoltaïques sur les friches industrielles, présenté par Total Quadran. Ensuite, le développement d'une agriculture locale nourricière, à travers notamment l'appui à l'émergence d'une société foncière pour favoriser le développement de projets maraîchers autour de l'agglomération, puis, le soutien à l'économie circulaire à l'image du projet de station de GNV et Bio GNV porté par Terrega. Enfin, le dernier axe de ce CTE se consacre au secteur du BTP, à travers l'ambitieux projet des Compagnons bâtisseurs et de l'association IDRE, de création d'une filière

nouvelle dédiée à la déconstruction et au réemploi des matières et matériaux du BTP. La réalisation des 15 projets contenus dans ce contrat devrait au total mobiliser 25 millions d'euros sur le territoire.

"Ce n'est pas l'Etat qui fera le changement"

Autant d'exemples d'actions locales qui démontrent, selon Emmanuel Macron que « nous avons les solutions dans nos mains », tout en invitant en matière d'écologie, à « emprunter un chemin de crête qui permet de franchir ce qui paraît infranchissable » pour ne céder « ni au catastrophisme ni à l'immobilisme ». Sur les défis "des deux combats" qu'il énonce, la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la biodiversité, « la mobilisation existe au national, à l'europpéen et à l'international. Mais elle a une force et une capacité d'entraînement encore plus probante si elle se construit localement », assure-t-il, félicitant au passage les projets présentés au sein du CTE Pau Béarn Pyrénées.

Et de poursuivre : « Face à une montagne, les grands plans fonctionnent rarement ; c'est l'idée de ces contrats : faire que chacun soit acteur de la transformation. Ce n'est pas l'Etat qui fera le changement. Il ne me semble pas que la solution soit dans une taxe, j'ai payé pour voir, glisse-t-il en faisant allusion à la taxe carbone, ni dans des réglementations qui tombent d'en haut. »

Concernant le Fébus, visité au côté de François Bayrou, et inauguré sur quelques tours de roues, « la mobilité collective à l'hydrogène s'inscrit pleinement dans ces solutions : elle permet de favoriser la mobilité collective, de se substituer à l'utilisation automatique de la voiture, et elle permet de le faire avec ce qui est aujourd'hui un mode pertinent pour le transport collectif. Il y a l'hybride, il y a l'électrique, il faut aussi laisser la place à l'hydrogène. »



Solène Méric

Crédit Photo : Aqui.fr

Publié sur aqui.fr le 14/01/2020

[Url de cet article](#)